Repères

Le système éducatif de l'Angleterre et du Pays de Galles

Cécile de Bouttemont

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1768>

DOI : 10.4000/ries.1768

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003

Pagination : 139-147

ISBN : 978-2-85420-557-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Cécile de Bouttemont, « Le système éducatif de l'Angleterre et du Pays de Galles », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 33 | septembre 2003, mis en ligne le 23 novembre 2011, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1768> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1768>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

© Tous droits réservés

Repères

Le système éducatif de l'Angleterre et du Pays de Galles

Cécile de Bouttemont

- 1 Le système éducatif anglais s'enracine dans l'unité politique de l'Angleterre¹ et du Pays de Galles², réalisée dès le XIII^e siècle, jetant les bases d'un développement similaire en matière éducative. Par la suite, il se développe dans le cadre d'un compromis entre l'initiative privée et l'État, ce dernier marquant sa volonté de combler les lacunes sans pour autant se substituer aux structures existantes. Dès lors, les caractéristiques les plus saillantes laissent apparaître une grande complexité dans un système éducatif originellement décentralisé qui semble dorénavant rechercher une plus grande unité.

L'éducation, une affaire privée jusqu'au XIX^e siècle

- 2 Au cours du XVIII^e siècle, les mouvements philanthropiques de diverses confessions organisèrent un réseau d'écoles élémentaires dans un contexte de concurrence religieuse. Ainsi naquirent les *charity schools* qui étaient financées par la communauté anglicane et se donnaient pour objectif l'enseignement de la lecture, de la morale et de la foi anglicane. L'enseignement secondaire était dispensé dans des écoles classiques, *grammar schools* fondées par de riches mécènes. Elles avaient pour fonction d'enseigner la grammaire latine aux jeunes gens qui se destinaient à une carrière dans l'administration ou dans l'Église. L'opposition religieuse des principales sociétés philanthropiques ne fit qu'amplifier l'émulation entre elles et affermir le caractère privé et volontaire de l'institution scolaire³.
- 3 Au XIX^e siècle, pour répondre aux besoins de la classe ouvrière issue de la première révolution industrielle, c'est encore l'initiative privée qui fut responsable de l'émergence d'un réseau d'établissements appelés *mechanics institutes*.

- 4 Parallèlement, on vit progressivement s'accroître le prestige des *grammar schools* les plus renommées qui devinrent le modèle de tout établissement secondaire. Elles prirent le nom de *public schools*, bien qu'elles soient privées et totalement indépendantes, pour signifier leur ouverture aux élèves de toute l'Angleterre, à condition qu'ils puissent en payer les droits. L'émergence de ces écoles privées marqua profondément le paysage éducatif anglais puisqu'elles restent encore maintenant les plus prisées. En outre, leur exemple dota les études littéraires d'une aura telle que les études scientifiques en furent relativement déconsidérées, et ce jusqu'à une date récente.

L'intervention progressive de l'État

- 5 L'introduction du suffrage universel en 1867 permit de prendre conscience de l'importance de la généralisation de l'éducation ouverte à tous. Le ministre de l'Éducation, qui ne souhaitait pas lancer un plan d'éducation élémentaire pour tous financé par l'État, mais plutôt intégrer les établissements confessionnels au secteur public, proposa aux Églises un compromis. Les écoles seraient gérées localement par des conseils d'écoles, les *school boards*, et financées par des subventions gouvernementales et par les impôts locaux. La seule condition était l'abandon de toute instruction à caractère confessionnel spécifique qui serait remplacé par un enseignement de la Bible afin de ne favoriser aucune confession. Le résultat de ce compromis fut l'émergence d'un « dualisme scolaire »⁴ qui a perduré jusqu'à maintenant, associant étroitement secteur confessionnel et secteur public tout en préservant la place de la religion à l'école. Par la suite, les crédits accordés aux écoles confessionnelles intégrées au secteur d'État augmentèrent quand diminua la volonté d'afficher le caractère confessionnel de chaque établissement. Ainsi, contrairement au système éducatif français où l'enseignement privé et l'enseignement confessionnel se confondent pour l'essentiel, les établissements confessionnels anglais ont accepté d'être financés au même titre que les établissements publics. Parallèlement l'enseignement privé, baptisé « indépendant », ne reçoit aucun denier public et impose ses droits de scolarité.
- 6 La loi Balfour de 1902 créa trois cent trente instances locales élues, les *Local Education Authorities* (LEA) pour remplacer les conseils d'école. Elles étaient chargées d'organiser et de financer un système d'instruction pour les enfants jusqu'à douze ans puis quatorze ans. Les anciennes *grammar schools* avaient donc la possibilité d'intégrer le secteur d'État et d'être financées en partie si elles acceptaient un contrôle de la LEA.
- 7 L'établissement d'un enseignement secondaire gratuit pour tous fut introduit par la loi Butler de 1944. Une sélection était toutefois opérée par concours afin de répartir les élèves dans des filières en fonction de leurs aptitudes. Le principe était celui d'une répartition des élèves. Trois types d'établissements secondaires furent prévus : des écoles classiques (*grammar schools*) selon le modèle de celles qui existaient déjà, des écoles « techniques » que l'on projetait de créer à partir des établissements techniques existants (*mechanics institutes*) et des écoles modernes (*secondary modern schools*), ces dernières provenant de la transformation des classes avancées au sein de certains établissements élémentaires. Les écoles privées dites « indépendantes » demeuraient à l'écart de ces dispositions, à ceci près qu'elles étaient soumises à l'inspection.
- 8 Dans la période qui suivit la seconde guerre mondiale, un mouvement en faveur d'un système secondaire intégrant tous les enfants d'une même classe d'âge au sein de classes

hétérogènes apparut en réaction contre le système tripartite, et donc sélectif, prôné par la loi de 1944. Certaines LEA décidèrent, dès les années cinquante de rassembler tous les élèves autour d'un tronc commun dans une école unique avec différenciation progressive. Ces écoles polyvalentes, les *comprehensive schools*, créées à partir des *grammar schools* dépendant des LEA se développèrent, soutenues par le parti travailliste au pouvoir après la guerre. Elles devinrent largement majoritaires au cours des années soixante.

La réforme de 1988 : une rupture sans précédent

- 9 Point de rupture dans la tradition de décentralisation britannique, la réforme de 1988 étendit les prérogatives du pouvoir central et développa parallèlement l'autonomie des écoles du secteur public. Le pouvoir des LEA, autorité locale élue, traditionnellement responsable de l'organisation de l'éducation au niveau local et gestionnaire du budget des écoles, s'en trouva amoindrie. Les établissements devenaient seuls responsables de la gestion de la somme octroyée par les LEA.
- 10 Par ailleurs le gouvernement conservateur élu en 1979 décida d'introduire la notion de marché et de liberté de choix par la mise en concurrence des écoles⁵. La publication des résultats de chaque enfant ainsi que de l'ensemble des élèves d'un établissement devait permettre aux parents de choisir en connaissance de cause l'école à laquelle ils voulaient envoyer leurs enfants. Le budget étant calculé en fonction du nombre d'élèves, les établissements devaient nécessairement trouver les moyens d'en attirer davantage en mettant en avant des exigences de qualité.
- 11 L'un des dispositifs important de la réforme de 1988 a été la mise en place d'un curriculum national obligatoire pour les écoles et lycées publics. Il comprend un enseignement de base comportant trois matières fondamentales⁶ et six matières principales⁷. À cette formation générale commune s'ajoute un système d'options sur les 25 % du temps restant, afin de permettre aux élèves de préparer leurs options professionnelles. La scolarité se divise en quatre périodes clés⁸ à la fin desquelles l'acquisition des connaissances est contrôlée par des tests nationaux.

Le système actuel : une grande diversité

Le préscolaire

- 12 Le taux de scolarisation des enfants entre deux ans et cinq ans varie de plus de 80 % à moins de 20 % selon les LEA. Le relatif désintérêt des pouvoirs publics pour le secteur préscolaire explique l'insuffisance et la diversité de l'offre. L'initiative locale privée s'est développée, engendrant de fortes disparités entre les régions.

La scolarité obligatoire de cinq à seize ans

- 13 La très grande majorité des élèves étudie dans les établissements gratuits du secteur public subventionné par l'État le quel, en contrepartie, exerce un certain contrôle à différents niveaux, impliquant une relative homogénéité au sein de ce secteur. Le *National Curriculum* y est obligatoire et permet une évaluation nationale à chaque période clé de la scolarité, la dernière étape étant l'examen final, passé à seize ans, le *General Certificate of*

Secondary Education (GCSE). Les élèves choisissent les matières dans lesquelles ils vont être examinés. Les examens sont organisés et gérés par différents organismes privés qui élaborent les épreuves et les notent. L'école est libre de faire appel à l'organisme de son choix qui définit l'importance accordée au contrôle continu dans l'année. La cohérence du système relève cependant d'un organisme central : le *Qualification and Curriculum Authority* (QCA) qui reste sous le contrôle du ministère.

- 14 Le *Department for Education and Skills* (DFES), qui correspond au ministère de l'Éducation, est responsable du contrôle de la qualité de l'enseignement, tâche dont il s'acquitte à travers un service d'inspection placé sous son autorité, l'*Office for Standards in Education* (OFSTED). Les inspecteurs reçoivent cependant une formation privée et sont recrutés sur la base de contrats ponctuels. Ils inspectent les écoles tous les quatre ans. Les cours sont contrôlés et le contenu de l'enseignement analysé, mais les enseignants ne sont pas notés. L'OFSTED est également responsable de leur formation initiale et continue⁹. Ces derniers n'ont pas de garantie de poste et sont soumis aux aléas du marché.
- 15 Malgré ces éléments d'homogénéité, la scolarité obligatoire demeure très largement multiforme. La diversité des modes de financement laisse plus ou moins d'autonomie aux établissements. Même si le secteur public reste non sélectif dans la plupart des cas, certains établissements ont maintenu des tests permettant de choisir les élèves. Par ailleurs, le conseil d'administration de l'établissement, outre la gestion du budget et des bâtiments, assure lui-même le recrutement et la gestion des enseignants qui sont responsables des méthodes et du matériel pédagogique. Enfin, autre facteur de diversité, le secteur confessionnel, qui regroupe des établissements anglicans, catholiques méthodistes, juifs et depuis peu musulmans, est intégré au sein du secteur public obligatoire.
- 16 Si l'une des préoccupations premières de l'État a été le développement d'un enseignement de masse, il n'est toutefois pas intervenu dans le secteur privé. Ainsi il existe un enseignement privé de qualité, hautement sélectif, indépendant de l'État et réservé aux couches aisées de la population, compte tenu de droits de scolarité très élevés. Ce secteur privé ne représente que 7 % d'une classe d'âge mais environ 50 % des étudiants des meilleurs universités (Oxford et Cambridge). Dispensé dans des institutions prestigieuses, l'enseignement privé est très prisé et la plupart des postes-clés sont en Angleterre occupés par d'anciens élèves de ces institutions. Aussi les classes moyennes recherchent-elles avant tout les collèges et lycées privés pour assurer à leurs enfants cet enseignement. Ces *public schools* ont gardé le principe de la sélection à l'âge de onze ans. Inscrits dans une école préparatoire, les élèves passent un examen d'entrée et sont sélectionnés par les écoles les plus prestigieuses en fonction de leurs résultats. Les chefs d'établissement sont libres de recruter les meilleurs enseignants et d'appliquer le programme d'enseignement qu'ils auront décidé, n'étant pas soumis à l'obligation du *National Curriculum*.

Le postscolaire

- 17 Au-delà de seize ans, les élèves ont soit la possibilité de continuer dans un établissement secondaire pour préparer pendant deux ans l'examen du *A-level*, soit se diriger vers un établissement, dit polyvalent, qui dispense au choix un enseignement technique, professionnel ou général. L'enseignement polyvalent est la voie que suit la majorité des

jeunes gens qui pensent à une insertion professionnelle plus rapide. Pour ceux qui décident de passer le *A-level*, en vue d'entrer à l'université, il leur faut choisir un minimum de trois matières dans lesquelles ils vont être examinés. Créé après la seconde guerre mondiale, l'examen du *A-level* conditionne l'accès à l'université. Jugé trop restrictif et entraînant une spécialisation précoce le contrôle continu a été introduit pour certaines matières ainsi qu'un système modulaire augmentant le nombre de disciplines à étudier¹⁰. Comme pour le GCSE, les examens sont gérés par des organismes indépendants qui élaborent leurs propres programmes ensuite choisis par les établissements.

L'enseignement supérieur

- 18 Si le niveau secondaire dans le secteur public est en règle générale non sélectif, le cycle supérieur l'est traditionnellement beaucoup plus. Il n'existe pas de droit automatique d'entrée dans le supérieur fondé sur la possession d'un diplôme couronnant les études secondaires. Le niveau minimum exigé est la réussite du *A-level* et l'étudiant potentiel est théoriquement libre de poser sa candidature dans la filière et dans l'établissement supérieur de son choix. Mais en pratique, une hiérarchie claire existe entre les établissements (avec Oxford et Cambridge en tête) et ces derniers sélectionnent les étudiants en fonction de leurs résultats à l'examen. Bien qu'il n'existe pas officiellement de *numerus clausus*, les études les plus convoitées (dentisterie, médecine) font l'objet d'un quota fixé par le ministère. Si les établissements décident eux-mêmes des procédures de sélection en fonction de leurs capacités d'accueil, le ministère définit toutefois des critères nationaux à respecter. En outre, sans augmenter les crédits impartis, il incite les universités à modifier leur mode de gestion pour accueillir davantage d'étudiants mais accepte en contrepartie que les universités augmentent leurs frais de scolarité. Par ailleurs depuis 1998-1999, les étudiants sont tenus de contribuer au coût des droits d'inscription selon leurs ressources.
- 19 Aujourd'hui, malgré l'existence de ce système sélectif, les quatre-vingt-dix universités et les cinquante trois collèges¹¹ (*colleges of higher education*) que comprend l'enseignement supérieur accueillent quelques deux millions d'étudiants, soit 13 % sur le total des élèves et étudiants, proportion voisine de la moyenne européenne¹². L'Angleterre et le Pays de Galles ont réussi à combler un retard important (dans les années soixante, seul un enfant sur douze entreprenait des études supérieures) en promouvant un enseignement supérieur de masse. Au lieu de 13 % il y a seulement vingt ans, c'est 32 % d'une classe d'âge qui se hisse aujourd'hui au niveau de l'enseignement supérieur¹³. Ce retard a notamment été corrigé en intégrant en 1992 à l'enseignement supérieur les instituts polytechniques (*polytechnics*), créés dans les années soixante-dix en leur octroyant le statut d'université. Cette réforme a constitué la première étape dans la volonté de démocratiser l'enseignement supérieur. Actuellement, 83 % des étudiants sortent diplômés des universités mais ce score varie beaucoup d'un établissement à l'autre. Les abandons de cursus ne dépassent pas 2 % à Oxford et Cambridge mais avoisinent 45 % à North London University, située dans un quartier pauvre¹⁴. Parallèlement le gouvernement a entrepris de grands efforts financiers pour aider les étudiants en leur accordant des bourses d'études.
- 20 Les universités bénéficient d'une grande autonomie bien qu'en très grande partie subventionnées par l'État¹⁵, ce qui explique qu'elles aient pu aussi longtemps protéger leur caractère élitiste en filtrant avec soin leurs effectifs pour les plus prestigieuses

d'entre elles. L'État n'exige pas qu'elles délivrent des diplômes nationaux et les critères de recrutement d'enseignants et d'étudiants sont libres. La valeur des diplômes monte ou descend selon la qualité présumée de l'établissement. Toutefois, l'État a acquis une influence croissante par le biais des crédits publics, autrefois distribués par l'entremise d'un organisme dont les universités conservaient le contrôle. Aujourd'hui, les établissements d'enseignement supérieur sont financés directement par le ministère via le HFCE (*Higher Education Funding Council for England*) et la somme qu'ils reçoivent est directement proportionnelle au nombre d'étudiants inscrits chaque année mais se fonde également sur la base d'une évaluation des qualités de l'enseignement dispensé et de l'excellence de la recherche mise en œuvre.

Les tendances récentes

- 21 Arrivé au pouvoir en 1997, le gouvernement de Tony Blair tend à renforcer le rôle de l'État par un pilotage plus ferme du gouvernement tout en laissant la place à un partenariat plus fort entre les secteurs public et privé.

Une implication plus grande de l'État dans la définition des contenus

- 22 Au niveau du primaire, les pouvoirs publics ont décidé et mis en place des stratégies nationales pour l'enseignement de l'anglais et des mathématiques, les *National Literacy and Numeracy Strategies*¹⁶. Après dix ans de réformes éducatives, ces deux grands programmes nationaux marquent une étape supplémentaire dans l'effort pour améliorer la qualité de l'enseignement. Pour la première fois, on voit le gouvernement central s'impliquer dans des questions d'ordre pédagogique, traditionnellement du ressort des enseignants, plutôt que sur des questions de programme ou d'évaluation. Ces plans comportent des instructions détaillées à l'attention des enseignants avec l'obligation, notamment, dans l'enseignement public d'une heure au moins d'enseignement quotidien de la langue anglaise ainsi que des mathématiques. Bien que fortement critiquées au départ, ces stratégies se sont avérées relativement efficaces. Le pourcentage d'élèves atteignant le niveau attendu en fin d'école primaire est passé de 57 % à 75 % en anglais et de 54 % à 72 % en mathématiques. La mise en œuvre de ces stratégies a nécessité une mobilisation importante du ministère. La gestion directe, aux antipodes de la tradition britannique, les moyens dégagés pour financer la constitution d'outils pédagogiques et leur diffusion, ont représenté à ce jour un budget d'environ 76 millions d'euros par an¹⁷. Compte tenu du réel succès de la méthode employée pour le primaire, le gouvernement a décidé d'étendre le principe des stratégies nationales aux trois premières années du collège pour les enseignements de base (mathématiques, anglais, science et nouvelles technologies). L'enquête internationale PISA 2000 (programme international pour le suivi des acquis des élèves)¹⁸ sur l'évaluation des élèves de quinze ans a placé la Grande-Bretagne significativement au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. Ce résultat semble confirmer la validité de l'orientation générale du système britannique pour le primaire qui met l'accent sur la lecture et le calcul et sur l'augmentation du niveau des élèves.

Renforcement du contrôle et de l'évaluation

- 23 Ces nouvelles stratégies passent par le renforcement du contrôle et de l'évaluation. Avec l'affichage d'objectifs de résultats à court et moyen terme, les performances des élèves sont mesurées par des tests nationaux conçus en fonction des programmes. Enfin les recommandations didactiques et les exemples d'activité sont diffusés à tous les enseignants. La qualité de l'enseignement passe par l'examen régulier et précis de l'enseignement dans les écoles et établissements secondaires selon un protocole précis et très complet de la part des inspecteurs de l'*OFSTED*.
- 24 Les prérogatives des *LEA* ont été à nouveau modifiées. De fait, aujourd'hui, une part importante du financement de la politique d'amélioration des résultats scolaires échappe au contrôle des autorités locales et émane directement du ministre à travers diverses initiatives prises à ce niveau. Inspectées régulièrement par l'*OFSTED*, elles peuvent pour la première fois, en cas d'insuffisance grave dans l'exercice de leur mission à l'égard des écoles, voir leurs attributions transférées par le biais d'appel d'offre à des entreprises privées ou à des associations.

Une participation accrue du secteur privé

- 25 C'est au niveau de l'enseignement secondaire que transparaît le plus la volonté du gouvernement d'accroître la participation du secteur privé au système public d'éducation¹⁹.
- 26 Conçu par les conservateurs et les milieux économiques pour améliorer le niveau du secondaire, le programme de création d'un label « collège spécialisé », pour les collèges qui le souhaitent, a été maintenu et infléchi par les travaillistes. Les spécialisations couvrent la technologie, les langues, les arts et le sport. Dans la pratique, les établissements secondaires candidats à ce statut doivent s'assurer la participation financière d'un partenaire privé. La somme recueillie est alors doublée par l'État qui finance ensuite tout ou partie des coûts de fonctionnement. L'État accroît ainsi de façon spectaculaire sa contribution à cette entreprise. Sous les travaillistes le nombre de collèges spécialisés est passé de cent quatre-vingts à plus de huit cents et l'objectif en 2005 est de spécialiser la moitié des collèges.
- 27 Autre initiative d'une portée symbolique et qui renforce davantage l'engagement des investissements du secteur privé dans le système éducatif : la création des zones d'action éducatives *Education Action Zone* (EAZ)²⁰. Émanant du gouvernement précédent, cette mesure dont le principe est la parité entre le financement public et la contribution du secteur privé est réactualisée. Regroupant des établissements en difficultés dans des zones de pauvreté, cette mesure est destinée à diriger des ressources supplémentaires vers ceux qui en ont le plus besoin. Un maximum de flexibilité est mis en œuvre au sein des établissements.

Encouragement à la professionnalisation

- 28 Dans le même sens, et pour enrayer la désaffection des jeunes pour l'école, le gouvernement envisage la mise en place de nouvelles options de spécialités, préparant davantage les étudiants au monde de l'entreprise grâce à l'acquisition de compétences

professionnelles. Partant du constat que le faible taux de scolarisation des seize/dix-neuf ans est en partie lié à la volonté de nombreux élèves de privilégier une insertion professionnelle par rapport à l'apprentissage des matières générales, le gouvernement propose un allègement des programmes pour laisser la possibilité aux élèves de choisir des matières professionnelles. L'objectif est de rendre possible un mélange des deux types d'enseignement. L'apprentissage des langues étrangères sera rendu optionnel. Seuls l'anglais, les mathématiques et les sciences seront obligatoires et les élèves qui le désirent pourront consacrer les deux tiers de leur emploi du temps à des enseignements professionnels.

- 29 Même si les résultats ont été bons dans l'ensemble lors de l'enquête PISA 2000, celle-ci montre qu'en pratique les élèves issus de familles aisées obtiennent de meilleurs résultats²¹. Sans faire partie des pays dont les écarts sont les plus importants, le gouvernement travailliste a à cœur de réduire ces inégalités.
- 30 Par ailleurs, en dépit de l'augmentation significative de la dépense nationale pour l'éducation depuis 1996²², le gouvernement britannique, comme d'autres pays européens, subit de plein fouet la crise du recrutement des enseignants²³. Elle entraîne dans certaines disciplines de graves pénuries en sciences et en mathématique, en informatique mais aussi en langues vivantes et en histoire. Plus de cinq cent mille élèves du secondaire ont un enseignant de mathématique non diplômé dans cette discipline. L'irritation des enseignants ne fait que croître face à l'inflation des objectifs chiffrés à atteindre et au nombre croissant de tâches administratives. Par ailleurs le contrôle exercé sur l'activité des enseignants et sur les établissements risque d'accroître considérablement leur défiance à l'égard du gouvernement.

Angleterre et Pays de Galles

Superficie : 151 120 km²

Population : 50 600 000

Densité : 335 hab/km²

Langues : anglais, gallois

Nature de l'État : monarchie constitutionnelle

Premier ministre : Tony Blair depuis le 02/05/97

Ministre de l'éducation : Charles Clarke

Croissance annuelle : 0,3 %

PIB total (1999) : 1 314,6 (milliards de \$)

Dépense publique éducation : 5,3 % du PIB

BIBLIOGRAPHIE

Margaret Maden, « La réforme de l'éducation en Angleterre » in *Administration et éducation*, 2003, n° 1, p. 43-51.

Institut universitaire de formation des maîtres, Les systèmes éducatifs en Europe : approche juridique et financière – Barcelone 10 et 11 octobre 2000, 2001, AAC.

Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – Premiers résultats de PISA 2000, 2001 OCDE.

Les chiffres clés de l'éducation en Europe, 2002, Eurydice.

Françoise Mallet, « Une rénovation en profondeur » in *Administration et éducation*, 2003, n° 1, p. 19-35.

F. Vaniscotte, *Les écoles de l'Europe : systèmes éducatifs et dimension européenne*, 1996, INRP.

M. Lemosse, *Le système éducatif anglais depuis 1944*, 2000, PUF.

J. Thébault, *Le système éducatif de l'Angleterre et du Pays de Galles*, 1995, CIEP Sèvres.

Jean-Noël Evanno, *Le new Labour et l'éducation*, 2001, Presses universitaires de Rennes.

Barber M., Mallet F., Bell D., « La réforme de l'éducation en Angleterre » in *Administration et éducation*, 2003, n° 1.

NOTES

1. Le système éducatif de l'Écosse et de l'Irlande du Nord a eu un développement différent.
2. Depuis le référendum de 1997, le Pays de Galles jouit d'une certaine autonomie interne.
3. J. Thébault, *Le système éducatif de l'Angleterre et du Pays de Galles*, 1995, CIEP Sèvres.
4. Michel Lemosse, *Le système éducatif anglais depuis 1944*, 2000, Presses universitaires de France, p. 86.
5. Id., p. 23.
6. Mathématique, langue anglaise et sciences physiques.
7. Histoire, géographie, technologie, musique, activités artistiques, éducation physique et pour le secondaire une matière supplémentaire : langue vivante.
8. À sept, onze, quatorze et seize ans.
9. Muriel Robinson, « Un univers en mutation rapide. L'évolution de la formation continue des enseignants en Angleterre », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 21, mars 1999.
10. La réforme du A-level a eu lieu en l'an 2000.
11. ACIUFM, *Les systèmes éducatifs en Europe : approche juridique et financière : Actes du colloque*. Barcelone 10 et 11 octobre 2001, AAC.
12. *Les chiffres clés de l'éducation en Europe*, 2002, Eurydice, p. 99.
13. Jean-Noël Evanno, *Le NewLabour et l'éducation*, PUR, 2001, p. 14.
14. *Université : la révolution anglaise*, Les Echos, 6 mai 2003, p. 54.
15. Il n'existe qu'une seule université privée : l'université de Buckingham.
16. Françoise Mallet, « Une rénovation en profondeur », *Administration et éducation*, 2003, n° 1, p. 19.

17. Id., p. 21, ce qui correspond à environ 76 millions d'euros (constitution d'outils pédagogiques, diffusion, formation de consultants, professeurs ressources, enseignants, coordinateurs, etc.).
18. *Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – Premiers résultats de PISA 2000*, OCDE, 2001, p. 47.
19. Jean-Noël Evanno, « Angleterre : vers la privatisation du service public d'enseignement » in *Le new Labour et l'éducation : la troisième voie mise à l'essai*, 2001, Presses universitaires de Rennes, sous la direction de Jean-Noël Evanno.
20. Les EAZ ont été créés en 1998. Il en existait 73 en 2001. *Discrimination positive en Grande-Bretagne et en France*, Dossiers de l'enseignement scolaire, MEN, février 2002.
21. *Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – Premiers résultats de PISA 2000*, 2001 OCDE, p. 152.
22. Elle aura presque doublé mais reste cependant inférieure, en termes de proportion du PIB, à la dépense en France, en Suède, au Canada et aux États-Unis. (Margaret Maden, p. 48).
23. Margaret Maden, « La réforme de l'éducation en Angleterre » in *Administration et éducation*, 2003, n° 1, p. 48.
-

INDEX

Index géographique : Angleterre, Pays de Galles, Royaume-Uni

Mots-clés : système éducatif

AUTEUR

CÉCILE DE BOUTTEMONT

Centre de ressources documentaires du CIEP [bouttemont@ciep.fr]